



HAL
open science

Devenir acteur de la gouvernance alimentaire sur son territoire

Yuna Chiffolleau, Grégori Akermann, Julie Baron

► **To cite this version:**

Yuna Chiffolleau, Grégori Akermann, Julie Baron. Devenir acteur de la gouvernance alimentaire sur son territoire. 2018, 14 p. hal-02791716

HAL Id: hal-02791716

<https://hal.inrae.fr/hal-02791716>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GUIDE PRATIQUE

DEVENIR ACTEUR DE LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE SUR SON TERRITOIRE

*Un guide réalisé dans le cadre
du projet TERRALIM*

NOVEMBRE 2018



INRA, DÉPARTEMENT SAD
UMR INNOVATION
MONTPELLIER



Le projet "TERRALIM : Producteur de faire ensemble" est cofinancé par l'Union européenne.

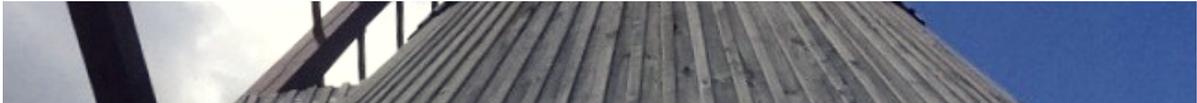
* L'Europe s'engage dans le Massif central avec le fonds européen de développement régional.*

YUNA CHIFFOLEAU
GREGORI AKERMANN
JULIE BARON

SOMMAIRE



01 INTRODUCTION



02 FEDÉDER LES ACTEURS AUTOUR DE L'ALIMENTATION LOCALE, UN PROCESSUS QUI NE VA PAS DE SOI



04 1- REPENSER LE TERRITOIRE EN TERMES DE MONDES SOCIAUX



05 2- ÉVALUER SA CONNEXION AUX DIFFÉRENTS MONDES SOCIAUX



06 3- ACTIVER LES LEVIERS



13 4- MAINTENIR UN RÉSEAU ACTIF



DEVENIR ACTEUR DE LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE SUR SON TERRITOIRE "



Les circuits alimentaires de proximité, en plein renouvellement depuis la fin du 20^{ème} siècle dans les pays du Nord, apparaissent comme un levier majeur pour le développement des territoires (Kneafsey, 2015). Avec la multiplication des crises sanitaires, la fragilité avérée du modèle agro-industriel et l'accélération du dérèglement climatique, une diversité croissante d'acteurs se mobilise pour la reterritorialisation de l'alimentation. Dans de nombreux territoires, les initiatives foisonnent et émergent aussi bien de structures publiques, d'acteurs privés, que de la société civile. Ces nouvelles configurations posent alors de nouvelles questions : comment coordonner les initiatives éparses sur un territoire ? Comment accroître la participation d'une pluralité d'acteurs aux décisions engageant le territoire en matière de lien entre agriculture et alimentation ?

ENCADRÉ 1: LE PROJET TERRALIM "

Le projet TERRALIM, financé par le CGET Massif Central avec l'appui du FEDER, réunit des acteurs de territoires soucieux de maintenir et renforcer l'économie locale du Massif Central à travers le développement des circuits alimentaires de proximité. Les partenaires du projet (PTCE Figeacteurs, Pôle agro-alimentaire de la Loire, Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Tarn, Commune nouvelle de Thizy les Bourgs, association Ardèche le goût) organisent ainsi depuis plusieurs années des actions en faveur du développement territorial en s'appuyant sur la transversalité de la thématique alimentaire. Afin d'orienter les projets à venir et consolider les actions en cours, les partenaires ont lancé en 2018 deux démarches complémentaires : l'une consiste à évaluer les impacts d'actions menées dans leur territoire autour des circuits alimentaires de proximité, l'autre à réaliser une étude visant à outiller les partenaires pour contribuer à la gouvernance alimentaire territoriale. L'INRA UMR Innovation de Montpellier a piloté cette seconde démarche, d'où est issu ce guide.

Comment sortir de l'entre-soi et notamment intégrer les personnes marginalisées ? Autant d'enjeux auxquels la « gouvernance alimentaire territoriale » tente de répondre. Sans refaire l'histoire de cette notion ici, celle-ci peut se comprendre au départ comme « l'ensemble des processus de coordination des acteurs autour de l'alimentation à l'échelle territoriale, visant à favoriser leur organisation et à limiter l'atomisation des initiatives touchant aux systèmes alimentaires » (Billion, 2017). Elle se traduit par un nouvel ensemble de coopérations entre différents acteurs et entre échelons d'organisation géographiques, dont l'arène commune est l'alimentation (Terres en villes et al., 2009). Ces nouvelles formes de coopérations se veulent davantage inclusives, horizontales et non sectorielles. La gouvernance alimentaire territoriale vise une plus large participation d'une diversité d'acteurs à la prise des décisions liées à la reconnexion entre agriculture et alimentation et une appropriation des dispositifs associés. En ce sens, elle est à la fois un outil, un processus et un aboutissement.

À ce jour, toutefois, les moyens concrets pour mettre en œuvre une gouvernance alimentaire territoriale restent principalement pensés à travers certains dispositifs et certains acteurs en particulier, dans le cadre des Projets Alimentaires Territoriaux¹ (PAT) notamment. Dans une perspective sociologique, l'idée est ici de proposer une démarche pour aller dans le sens de la gouvernance alimentaire, en partant de l'existant et en amplifiant ce qui va dans le sens des coopérations et de la participation recherchées. Cette démarche pourra être complémentaire à des dynamiques plus institutionnelles enclenchées dans le cadre d'un PAT ou bien pré-figurer un PAT. L'enjeu est ici de valoriser les acteurs intermédiaires entre différents « mondes sociaux » et d'identifier les actions et les

dispositifs qui permettent déjà la participation d'acteurs liés à ces différents mondes sociaux, de façon à les valoriser, à accroître leur rôle et à les fédérer au sein d'un réseau au service de l'alimentation territoriale. L'approche sociologique qui sous-tend cette démarche va au-delà des catégories d'acteurs ou de dispositifs définis a priori et supposés légitimes ou représentatifs par rapport à la question alimentaire. Elle consiste à partir de ce que font les acteurs, des relations qu'ils entretiennent déjà avec d'autres, des actions et des dispositifs qu'ils mettent en place.

La démarche proposée ici se comprend ainsi comme un processus à la fois d'organisation et d'innovation sociale (Chiffolleau, Prévost, 2012) au service de la gouvernance alimentaire territoriale et des PAT. Ce processus part du territoire et peut bénéficier d'échanges d'expériences entre territoires. Le projet TERRALIM (voir encadré 1), coordonné par l'association Figeacteurs dans le cadre du programme Massif², a permis de formaliser cette démarche, qui implique plusieurs étapes. Ce guide les présente synthétiquement à partir d'une enquête menée dans les cinq territoires partenaires du projet. Il s'adresse aussi bien à une association, une organisation qui souhaite renforcer sa contribution à la gouvernance alimentaire de son territoire qu'à une collectivité qui souhaite porter un réseau de coopération autour de l'alimentation territoriale.

FÉDÉRER LES ACTEURS AUTOUR DE L'ALIMENTATION LOCALE, UN PROCESSUS QUI NE VA PAS DE SOI

Les enquêtes menées dans les 5 territoires du projet TERRALIM et la participation à plusieurs forums sur la thématique de la GAT³ ont mis en lumière un certain nombre de

limites dans la mise en œuvre d'une gouvernance alimentaire territoriale telle que conçue le plus souvent. Cette notion, en effet, est souvent déclinée sous la forme d'un dispositif multi-acteurs visant à co-décider des actions autour du lien agriculture-alimentation. Les lieux de gouvernance s'organisent aujourd'hui le plus souvent dans le cadre de Projets Alimentaires Territoriaux, d'observatoires ou bien encore de conseils alimentaires locaux. Il s'agit généralement de réunir les acteurs centraux œuvrant déjà pour l'agriculture et/ou l'alimentation sur le territoire et situés dans des réseaux déjà explorés. Certaines démarches cherchent néanmoins à impliquer une plus large diversité d'acteurs, à l'image de l'initiative « Terre de Figeac Mêlée gourmande » portée par le syndicat mixte du pays de Figeac en 2010 et qui a permis de réunir « 7 familles » autour de l'alimentation territoriale (relais associatifs, métiers de bouche, restauration collective, distributeurs, restaurateurs, producteurs, consommateurs). Toutefois si certaines actions déployées permettent effectivement l'entrée de nouveaux acteurs dans les processus de décision et la création de nouvelles coopérations sur les territoires, les acteurs impliqués rencontrent souvent les mêmes difficultés. Les propos recueillis dans les territoires du projet TERRALIM en sont révélateurs :

Laura, chargée de mission alimentation, conseil départemental



« Les consommateurs, on n'arrive pas à trouver les moyens de les impliquer, peut-être que quelques uns vont venir à une première réunion, mais ensuite on les perd »

Patrick, chargé de projets du Programme National pour l'Alimentation, organisme décentralisé de l'État



« Il y a des personnes qui ne trouvent pas le temps et le moyen de pouvoir y participer, d'autres qui ne se sentent pas concernées : je fais référence aux personnes défavorisées qui pensent que cette cause est pour les riches et que ce n'est pas pour eux »



Alice, chargée de projet alimentation et citoyenneté, association d'agriculteurs bio

« Mais est ce que "Tout le monde" doit participer ? Plus il y a de parties prenantes, plus la prise de décision devient compliquée »

« Là où je rencontre des difficultés en revanche c'est sur la durée parce que les réseaux associatifs ont souvent peu de moyens, et nous on est une grosse institution, pour prendre des décisions ça peut être très long, eux sont plus dans l'action immédiate, et c'est dommage parce qu'il y a de la bonne volonté des deux côtés »



Guillaume, chargé de mission circuits courts, chambre d'agriculture départementale

« Je pense que dans la stratégie d'un projet alimentaire de territoire, il faut qu'on trouve les diplomates et les interprètes capables de parler les différents langages des différents corps qu'on rencontre, personne ne parle le même langage et le dialogue est compliqué »

Philippe, formateur dans une association d'éducation à l'environnement



Ainsi, la mise en mouvement et en réseau des différents acteurs du territoire se heurte à des problématiques récurrentes comme la conciliation de temporalités différentes, la convergence entre des points de vue contrastés, la mobilisation de certains types d'acteurs (opérateurs de la grande distribution, consommateurs...), la connexion avec des dimensions peu ou pas explorées (nutrition, santé, éthique...), la participation citoyenne au-delà des individus déjà convaincus et engagés.

L'enjeu n'est donc pas seulement de « mettre tout le monde autour de la table » pour engager des actions communes à l'échelle d'un territoire. Il est aussi, pour compléter la mise en œuvre de la GAT, de partir des actions et des réseaux existants, d'accroître leur portée et de les fédérer à l'échelle du territoire par la suite. La GAT trouve donc ici une seconde expression, à travers la valorisation et le renforcement des actions et des dispositifs existants, permettant déjà de faire participer une diversité d'acteurs et de créer des coopérations locales autour de l'alimentation. Contribuer à la gouvernance alimentaire territoriale est ainsi à la portée de tous, acteur individuel comme acteur collectif et peut se raisonner en différentes étapes.

1 REPENSER LE TERRITOIRE EN TERMES DE MONDES SOCIAUX

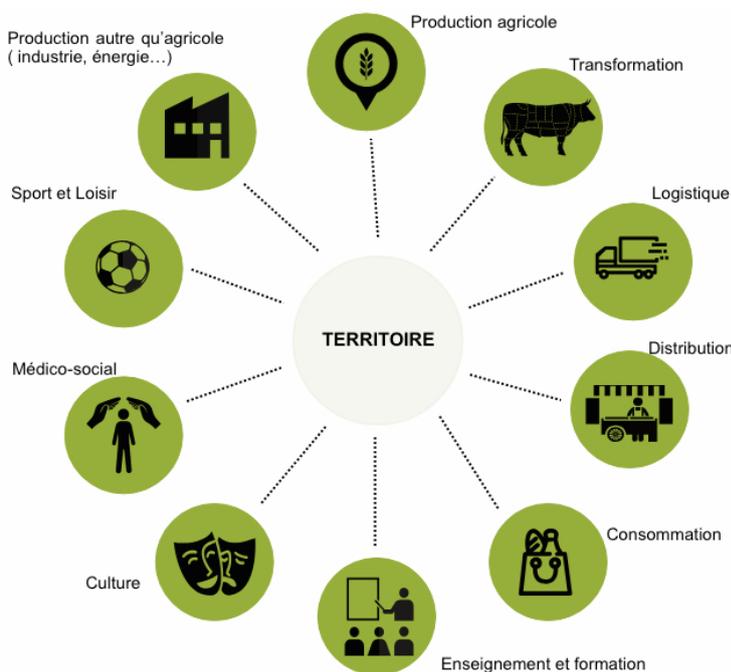
La première étape consiste à changer son regard sur le territoire, celui que l'on habite, dans lequel on agit ou bien dans lequel on cherche à coordonner les actions autour de l'alimentation. Les sciences sociales et la sociologie en particulier ont pour habitude de représenter la réalité sociale à travers des catégories sociales, c'est-à-dire des groupes de personnes partageant certaines caractéristiques. Ces caractéristiques relèvent, le plus souvent, de critères retenus en général dans les statistiques décrivant la société : âge, sexe, niveau d'éducation, catégorie socio-professionnelle... Les catégories deviennent alors « les hommes », « les femmes », « les jeunes »... ou, en croisant plusieurs critères « les hommes jeunes et éduqués »... Ces catégories sociales, pensées au départ pour l'analyse, sont souvent également mobilisées pour piloter l'action, dans le cadre de dispositifs visant alors à réunir des femmes,

des hommes, des chefs d'entreprise, etc., supposés représentatifs, chacun, d'une catégorie sociale.

Une autre approche est possible et est utilisée, en sociologie des réseaux en particulier (Degenne, Forsé, 1994). Il s'agit de sortir des schémas classiques de représentation du monde en termes de catégories sociales pour envisager celui-ci comme un système de mondes sociaux.

Ces « mondes sociaux » consistent en un assemblage d'acteurs et d'actions liés à des domaines thématiques spécifiques. Ils structurent les territoires et les font évoluer, ils ne se limitent pas aux sphères liées à l'agriculture, à l'alimentation ou au développement territorial⁴.

OUTIL N°1 : SCHÉMA DES DIFFÉRENTS MONDES SOCIAUX COMPOSANT UN TERRITOIRE



Ainsi, le monde social « sports et loisirs », mêle acteurs économiques agissant dans le domaine du tourisme, citoyens membres d'associations sportives, institutions publiques régulant ces activités... L'important n'est pas tant la catégorie d'acteur, l'échelle ou les types de structures a priori, mais bien le domaine thématique et les actions qui y sont menées.

De la même manière, une même catégorie d'acteur peut être reliée à différents mondes sociaux suivant l'objectif des projets : les parents d'élèves impliqués dans un projet pour la mise en place d'un jardin partagé au sein d'une école appartiendront au monde social « enseignement et formation », les parents d'élèves mobilisés pour la mise en place d'un approvisionnement local de la cantine scolaire appartiendront au monde social « consommation »

Certains mondes sociaux sont plus institutionnalisés et formalisés, d'autres moins homogènes et moins organisés, ils renvoient tous à un domaine d'activité spécifique.

2

ÉVALUER SA CONNEXION AUX DIFFÉRENTS MONDES SOCIAUX



La seconde étape consiste, à l'échelle d'une organisation ou à celle du territoire, à partir de quelques entretiens avec des personnes ressources, à identifier les mondes sociaux déjà associés aux actions et aux décisions autour de l'alimentation locale. Les journalistes locaux, les chargés de mission dans les chambres consulaires, les animateurs de développement rural, les élus locaux, les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les responsables d'associations pour l'environnement ou l'alimentation locale ont généralement une bonne connaissance du territoire et peuvent former ces personnes ressources. L'objectif est de mieux connaître ce qui existe à partir de trois questions d'entrée :

- * Qui fait quoi autour de l'alimentation locale ?
- * Dans quel monde social ?
- * Avec quel(s) autre(s) monde(s) social(aux) ?

Les actions menées sont considérées ici comme plus importantes que les acteurs qui

les mènent. La légitimité présumée par rapport à la question alimentaire importe moins que les moyens mis en œuvre pour croiser et faire participer différents mondes sociaux, quel que soit le statut des structures qui agissent.

La représentation du territoire en termes de mondes sociaux sert de support au diagnostic de l'existant et à la conception d'un plan d'action pour contribuer à la mise en œuvre d'une GAT impliquant la diversité de ces mondes. Elle aide à identifier les coopérations déjà actives, celles qui sont à développer, les relations existantes et celles qui manquent, les dispositifs sur lesquels il est possible de s'appuyer et les moyens déjà mis en œuvre par certains acteurs. Ces derniers, en effet, ne sont pas toujours bien identifiés : dans les territoires partenaires du projet TERRALIM, des associations d'éducation à l'environnement, des structures en charge du patrimoine, par exemple, ont signalé qu'elles restent peu reconnues pour les actions qu'elles mènent aujourd'hui autour de l'alimentation locale. L'alimentation locale, en effet, est devenue une entrée plus accessible, moins culpabilisante, pour parler du respect de l'environnement, de la préservation de la qualité de l'eau, de la biodiversité ou du patrimoine naturel...

Pour une organisation, dans cette deuxième étape, l'objectif est d'identifier les mondes sociaux avec lesquels elle est déjà en lien et ceux avec lesquels elle pourrait créer de nouvelles relations. Un tableau simple (outil n°2) peut être mobilisé pour formaliser son réseau.

Une institution ou un collectif visant à mettre en place une GAT cherchera de son côté, à travers quelques entretiens, à identifier, d'une part, les mondes sociaux déjà mobilisés autour de l'alimentation locale et ceux qui ne le sont pas, d'autre part, les actions et dispositifs qui, déjà, parviennent à croiser différents mondes

sociaux et à faire participer leurs acteurs à des décisions collectives.

L’outil de visualisation proposé ici permet d’aider ces acteurs à situer leurs propres actions et dispositifs, à évaluer les actions et dispositifs menés par d’autres, dans une nouvelle perspective : celle d’une GAT visant à renforcer les coopérations intra mais surtout inter-mondes sociaux.

OUTIL N°2 : SUPPORT À LA VISUALISATION DES COOPÉRATIONS INTRA ET INTER-MONDES SOCIAUX

MONDE	ACTEURS PRÉSENTS DANS LE MONDE
 Monde distribution	- Association X - Entreprise Y - - Supermarché
 Monde médico-social	- Centre social Z - Mission locale - Nutritionniste
 Monde transformation	- Boucher charcutier - Abattoir - Coopérative
 Monde Production agricole	- Association de producteurs - Parc naturel régional
 Monde loisir et sport	- Club de rugby - Office de tourisme
 Monde scolaire et formation	- Lycée agricole - Centre de formation - Association d'éducation à l'environnement
 Monde culture	- Compagnie de théâtre - MJC - Médiathèque
 Monde production autre qu'agricole	- Entreprises et CE
 Monde logistique	- Transporteurs
 Monde consommation	- Association de consommateur - Associations de parents d'élèves - Foires agricoles

Légende: *travail en commun régulier / travail en commun ponctuel / peu ou pas de travail en commun*

Des mondes sociaux inter-connectés, en effet, permettent de prendre en compte la transversalité de l’alimentation et de ses enjeux multiples pour le territoire. Cette configuration dynamique, de par l’infiltration

dans tous les réseaux du territoire, intègre une multiplicité d’acteurs ; elle favorise la coordination des actions et le partage des décisions autour de l’alimentation locale.

3 ACTIVER LES LEVIERS

Après avoir identifié le panel des acteurs œuvrant pour l’alimentation locale sur le territoire et les potentielles insuffisances de connexions avec et entre certains mondes sociaux, l’enjeu de la troisième étape est d’activer différents leviers pour renforcer la collaboration et la participation autour de l’alimentation.

À partir des actions observées dans les cinq territoires du projet TERRALIM et d’apports issus du Réseau Mixte Technologique alimentation locale⁵, plusieurs « bonnes pratiques » peuvent être proposées à des structures individuelles souhaitant ouvrir leurs projets à davantage de mondes sociaux pour mobiliser plus largement, faire participer et créer de nouveaux liens.

✓ Multiplier les événements grand public et les rencontres sur le territoire

L’enquête a tout d’abord mis en évidence l’intérêt de multiplier les occasions de rencontre sur le territoire. Plusieurs acteurs interrogés ont rapporté par exemple que les freins réglementaires, logistiques et financiers à la mise en place d’un approvisionnement local des cantines scolaires ont pu être progressivement levés grâce à des rencontres organisées entre producteurs, cuisiniers, gestionnaires et élèves.



Laurence,
chargée de
mission en
restauration
collective

« On s'est interrogés sur ce qui bloquait pour les cuisiniers et gestionnaires, ils nous ont expliqué qu'ils étaient assez frileux sur le code des marchés publics (...) Donc on a rédigé un guide sur le sujet (...) Après avoir présenté ça aux établissements, rien n'avait vraiment changé. Finalement on a lancé quelques établissements tests, avec des speed-dating, des ateliers cuisine avec tous les acteurs et c'est à partir de là que ça a démarré. »

Sur la même thématique, plusieurs collègues d'un autre département émettaient des réticences à choisir les circuits de proximité pour approvisionner leurs cantines, en dénonçant des coûts plus élevés pour l'achat de produits locaux. En réponse à ces arguments, le conseil départemental a proposé une subvention aux établissements qui rentreraient dans la démarche. Après plusieurs rencontres organisées autour d'ateliers cuisine, de concours de recettes, de visites de fermes et une dégustation conviviale de produits locaux, aucun des collègues n'a demandé la subvention. Les relations étaient créées entre les acteurs.

« La question du surcoût, qui était essentielle au début, est devenue dérisoire après »



Justine, chargée de
mission en
restauration
collective, conseil
départemental

Les dispositifs de rencontre, en particulier s'ils sont conviviaux, ludiques, informels, sont mis en avant par les acteurs interrogés comme permettant un premier pas pour créer du lien, sensibiliser à la question alimentaire, évoquer les difficultés et les solutions avec plus de facilité que dans un cadre institutionnel. Ainsi, certaines associations culturelles s'emparent des problématiques relatives au monde agricole et créent de nouveaux espaces de dialogue sur les territoires. À titre d'exemple, dans un des territoires partenaires de TERRALIM, une compagnie de théâtre a su ouvrir le débat sur la cohabitation des différents types d'agriculture. La théâtralisation des problématiques a facilité

les échanges entre des acteurs aux positions parfois divergentes :

UNE PIÈCE DE THÉÂTRE JOUÉE DANS LES FERMES MET EN SCÈNE LES DÉBATS ENTRE AGRICULTURE BIO ET CONVENTIONNELLE



« Le mariage vert », une comédie créée et mise en scène par Jean-Marc Bailleux⁶, se joue au coeur des fermes. Elle questionne les types d'agriculture, la dualité entre le monde rural et le monde urbain, et suscite des débats sur l'éco-citoyenneté, l'industrie agroalimentaire et leurs controverses respectives.

Ces « temps partagés » peuvent amorcer des dynamiques collectives : d'après nos entretiens, la majorité des événements grand public organisés dans les territoires ont débouché sur la mise en place de nouvelles actions, surtout quand des groupes de travail ont été créés en amont et ouverts à des citoyens bénévoles. Ces groupes de travail non seulement relaient l'information sur l'événement mais aussi peuvent encourager voire porter d'autres actions suite à celui-ci. C'est le cas, dans l'un des territoires de TERRALIM, de « Fermes en ville⁷ » un rendez-vous co-organisé par l'agglomération d'Albi, visant à rapprocher les producteurs des consommateurs : son succès a incité l'agglomération et ses partenaires à réitérer l'expérience sous différentes formes, dont une rencontre dédiée à l'approvisionnement local, impliquant le lycée agricole du territoire.

UN ÉVÉNEMENT CONVIVAL RASSEMBLANT CONSOMMATEURS ET PRODUCTEURS DÉBOUCHE SUR L'ORGANISATION D'UNE SECONDE RENCONTRE INTÉGRANT DE NOUVEAUX MONDES SOCIAUX



En 2016, l'agglomération d'Albi lance l'événement « fermes en ville », un marché de producteurs ouvert à tous avec des mini-conférences, courses de tracteurs, ballade à poney... 1 800 personnes se rassemblent ce jour-là. Suite au succès de l'événement, une seconde rencontre est organisée en 2018 et un événement destiné aux professionnels de la restauration collective est mis en place. Des partenariats durables se créent entre producteurs et établissements scolaires.

Ces rencontres, qu'il faut susciter et entretenir dans la durée, sont essentielles pour engager et maintenir des actions sur un territoire.

Elles sont également un moyen pour impliquer les collectivités locales sur la thématique alimentaire.

En effet, plusieurs propos ont souligné la difficulté à mobiliser les collectivités locales, en particulier pour des projets structurants à l'échelle territoriale. Le recueil des dynamiques actuelles mais aussi passées dans les territoires TERRALIM montre que c'est dans le cadre de temps plus courts, permettant une promotion rapide du patrimoine gastronomique des territoires et la valorisation de l'activité économique locale, que la plupart des collectivités rencontrées s'impliquent le plus sur la question. Avant d'engager des projets sur des échelles de temps plus longues, il peut donc être pertinent de multiplier les rencontres de ce type sur les territoires,

favorables au croisement des mondes sociaux, à la participation de la collectivité et à la mobilisation de citoyens bénévoles, qu'elles soient à l'échelle d'un quartier ou d'une agglomération.

En définitive, si le rôle de l'alimentation comme créateur de lien social n'est plus à démontrer, l'enjeu est de se saisir davantage du caractère transversal de la thématique alimentaire pour rapprocher différents mondes sociaux autour de rencontres plus ludiques, organisées en parallèle -et en amont- de dispositifs plus formels.

✓ Faire évoluer les rencontres passives en rencontres participatives

L'un des enjeux d'une gouvernance alimentaire territoriale étant l'accroissement de la participation d'une pluralité d'acteurs aux prises de décisions dans les projets, il est toutefois important de ne pas se limiter à des rencontres passives et de favoriser les dispositifs participatifs.

En premier lieu, il est alors conseillé d'inclure l'ensemble des acteurs concernés dès la conception des projets. Plus les acteurs cibles, les parties prenantes essentielles, les usagers seront associés à la base des projets, plus les réponses seront en adéquation avec les enjeux et les attentes. Dans un des territoires de TERRALIM, par exemple, la discussion autour de la mise en place d'un atelier de transformation pour la restauration collective a commencé sans impliquer les producteurs locaux, lesquels seront pourtant invités par la suite à faire évoluer leur production pour alimenter l'atelier. « *Faire avec* » plutôt que « *faire pour* » renforce les capacités locales et permet de mieux adapter les solutions aux besoins réels. La co-gestion d'un projet renforce la capacité d'agir et la valorisation, économique et sociale, qu'apporte l'acqui-

sition de nouvelles compétences à travers la participation suscite l'envie de s'impliquer davantage. L'engagement des individus peut donc souvent être exponentiel s'il est reconnu et entretenu. De plus, les premiers concernés sont bien souvent en demande de participation, à l'image, dans l'un des territoires partenaires de TERRALIM, de lycéens regrettant de ne pas être davantage mobilisés pour lutter contre le gaspillage alimentaire ou améliorer les repas dans leur cantine : des idées, pourtant, ils en ont et veulent les faire savoir !



Claire,
coordinatrice
d'un collectif
d'acteurs
d'éducation à
l'environnement

« Sur la question du gaspillage alimentaire dans les établissements scolaires, beaucoup de jeunes avec qui je suis en lien se sont demandé pourquoi dans certains collèges les élèves avaient été associés et dans d'autres non. Ils voudraient qu'on leur demande plus leur avis et qu'on en tienne compte. Moi je les trouve très vifs la génération collégienne et lycéenne, ils ont souvent plein de réponses, de propositions, d'idées. »

Pour créer ou adapter un projet en le co-construisant, offrir aux acteurs des opportunités pour s'exprimer et prendre part aux décisions, il est par exemple possible de proposer des boîtes à idées dans les espaces de rencontres (marchés, foires...), d'organiser des Hackathons⁸, world-café⁹, conférences / ciné débats, concours de cuisine ou de recettes... Dans la continuité des dispositifs évoqués précédemment, l'approvisionnement de la restauration collective en circuit de proximité était particulièrement compliqué à initier sur l'un des territoires de TERRALIM, et la création d'une plateforme logistique de mise en relation des producteurs et des établissements n'avait pas engagé de réel changement. En impliquant de manière concrète tous les acteurs concernés par le projet, des élèves de collège aux cuisiniers, gestionnaires, chefs d'établissement mais aussi résidents d'EPHAD, les choses ont progressivement

évolué. Les résidents d'EPHAD ont tout d'abord été mobilisés pour rédiger des fiches de recettes traditionnelles, parfois oubliées, à partir de produits locaux. Les producteurs locaux ont été sollicités pour fournir les produits utilisés dans les recettes, les cuisiniers ont ensuite été conviés à réaliser ces recettes et des visites de fermes ont été organisées. Producteurs, résidents d'EPHAD et élèves de collège ont été invités à goûter les plats autour d'un moment convivial dans une cantine. Les élèves ont ensuite pu participer à un concours de dessins pour illustrer les recettes qu'ils avaient préférées.

À l'issue de cet accompagnement, tous les acteurs se sont sentis valorisés et un approvisionnement local de la restauration collective a été engagé.

« Les cuisiniers retrouvaient un sens à leur métier, les producteurs voyaient leurs produits valorisés, les élèves étaient heureux de jouer les testeurs de goût, les résidents de l'EPHAD se rappelaient d'anciennes recettes de leur enfance et prenaient du plaisir à les transmettre »



Julien, chargé de
mission circuit
court, conseil
départemental

La mise en pratique peut donc parfois être plus parlante que l'explication théorique. Les « moments partagés » évoqués précédemment ont donc tout intérêt à évoluer en partages apprenants, créatifs, interactifs et participatifs.

La participation de certains mondes sociaux se révèle toutefois compliquée lorsque les porteurs de projet n'ont aucune entrée pour les informer et les atteindre. Les circuits de proximité étant socialement marqués, certains mondes ou sous-mondes sont moins connectés que d'autres à l'alimentation locale. Dans le monde social « consommation », les publics marginalisés n'ont généralement pas l'habitude de consommer des produits locaux. Pour cela, deux solutions ont été identifiées : la mobilisation d'acteurs relais sur le

territoire, et le déplacement des espaces de dialogue directement dans les lieux qui régissent le quotidien des individus.

✓ Inclure des publics marginalisés en s'appuyant sur des acteurs et structures relais

Un certain nombre de structures font en effet déjà le pont entre plusieurs mondes sociaux et mènent depuis plusieurs années un travail d'écoute, d'accompagnement et de diffusion d'informations auprès d'une multitude d'acteurs. Ces médiateurs ont déjà une bonne connaissance des publics qu'ils accompagnent et mettent régulièrement en place des projets qui dépassent leurs cadres d'intervention. Le monde médico-social (qui rassemble - entres autres - des acteurs de la santé, des centres sociaux, des foyers ruraux...), par exemple, a généralement un solide ancrage sur le territoire et entretient des relations de proximité avec les populations locales. Il est donc possible de bénéficier de leur expertise et de leurs réseaux de relations pour favoriser une meilleure appropriation des projets et des dispositifs mis en place. À titre d'exemple, la réussite du projet de « circuits courts à dimension sociale » menée par une association de producteurs bio dans l'un des territoires partenaire n'aurait pas été possible sans le soutien des centres sociaux.

« Lorsqu'on a voulu mettre en place ce groupement d'achat, les centres sociaux avaient les locaux, les contacts avec la population, et la volonté. Ils avaient déjà sondé la population du quartier sur les priorités de travail et l'alimentation ressortait énormément. Le déroulement du projet a énormément été facilité par cette entrée, il a suffi de prendre ce qui existait déjà et de s'adapter. »

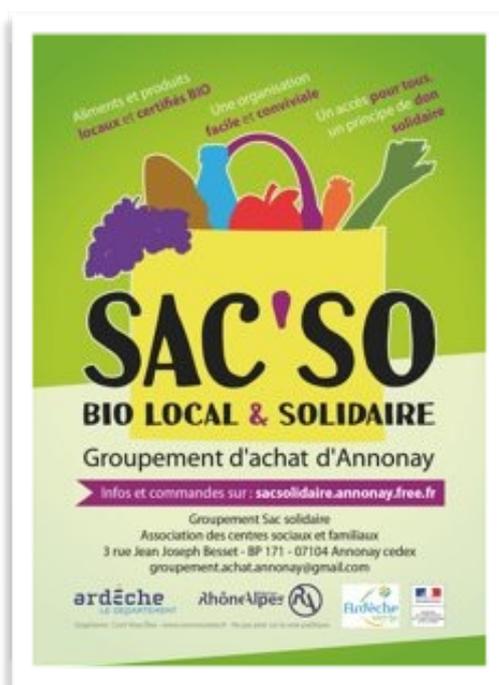


Mathilde, animatrice dans une association d'agriculteurs bio

C'est également le cas pour les multiples défis « famille à alimentation positive¹⁰ », portés

par la FNAB qui s'essaient dans plusieurs départements.

UN DISPOSITIF EN PARTENARIAT AVEC LES CENTRES SOCIAUX, L'EXEMPLE DES « CIRCUITS COURTS À DIMENSION SOCIALE »



Sac'so¹¹ fonctionne comme un groupement d'achat en circuit de proximité, mais il intègre une dimension sociale en réservant un pourcentage des commandes à des familles en situation de précarité. Ce pourcentage est d'abord converti en argent, puis en "bons d'achats solidaires" et distribués par le biais d'associations et de travailleurs sociaux. Ce dispositif qui élargit le monde sociale « consommation » a pu fonctionner grâce à l'appui d'un monde intermédiaire (médico-social).

En définitive, les organisations cherchant à ouvrir leur projet à de nouveaux acteurs ont tout intérêt à s'appuyer sur le travail des acteurs déjà relais vers d'autres mondes sociaux.

✓ Déplacer les espaces de dialogue dans les instances qui régissent le quotidien des individus: clubs de sport, maisons de quartier...

Une autre piste est le déplacement des espaces de dialogue et de participation au sein même des lieux qui régissent le quotidien des

individus que l'on cherche à atteindre. L'expérience montre que la plupart des dispositifs de participation sont déclinés sous la forme de réunions dans les institutions. Les individus sont donc « invités » à participer en un temps et un lieu dédiés, et ce sont souvent des acteurs déjà familiers de ce type de pratiques qui s'y rendent. En allant directement dans les lieux fréquentés quotidiennement par les individus (clubs de sport, école, centres aérés, foyers, restaurants et comités d'entreprises, maisons de quartier...), il est plus facile d'atteindre une plus large diversité d'acteurs. L'organisation de votes, la récolte d'idées, la consultation, le recrutement de bénévoles, fonctionnent davantage lorsque les acteurs n'ont pas besoin d'effectuer d'efforts supplémentaires pour participer. Rencontrer et impliquer les acteurs directement sur les lieux qu'ils connaissent et fréquentent renforce leur sentiment de légitimité (Metsdagh, 2015).

« Quand ce sont des gens qui ont un capital social, culturel et économique plus faible, il faut les mettre en conditions d'expression de leur besoins, et qu'ils soient susceptibles d'entendre ce qu'on a à leur dire »



Frédéric Wallet,
ingénieur de
recherche, INRA

Il est par exemple possible de s'inspirer d'une initiative menée dans le quartier des Izards à Toulouse :

LE CHARIOT DE LA « PAUSE CAFÉ » SUR LE MARCHÉ DES IZARDS, UN DISPOSITIF CONVIVAL AU COEUR D'UN QUARTIER TOULOUSAIN



Source de l'image: <http://www.zequartier.com/pause-cafe-marche-izards/>

Dans ce quartier prioritaire de la ville de Toulouse, un chariot distribuant café et biscuits se tient depuis 11 ans au cœur du marché. À l'initiative du centre social des Izards, le chariot de la « Pause-café » est devenu le point de rendez-vous entre les habitants et les associations, et contribue à créer du lien social dans le quartier. Il est possible d'adapter ce type de format à la question alimentaire. Par exemple, en invitant les habitants à exprimer leurs attentes et leurs idées autour d'un chariot ambulant de découverte des produits locaux sous forme de jeux (blind-test¹² pour les enfants...) dans les points de convivialité des quartiers défavorisés.

De la même manière, pour lutter contre l'exclusion dans les projets, la reconnaissance des différentes cultures culinaires est nécessaire. Autour de Paris, par exemple, des populations Maliennes plantent du maïs et distribuent leur récolte dans des réseaux informels, des populations Marocaines se spécialisent dans la cueillette de plantes aromatiques. Au sud de la France, plusieurs jardins de quartier ou de « bas d'immeubles » parviennent à produire des ignames et du manioc. Diversifier les productions locales et proposer des plats cuisinés à partir de recettes étrangères peut donc être une entrée pour

intégrer les populations issues de l'immigration, souvent absentes des projets ayant trait à l'alimentation locale : dans le cadre des entretiens menés dans le projet TERRALIM, l'expérience des tables ouvertes a été rappelée. Il ne s'agit plus, comme dans beaucoup d'ateliers-cuisine, d'« apprendre aux pauvres à cuisiner » mais à travers un repas collectif dans un lieu de vie quotidienne, de partager des cultures, des histoires, des expériences, sans faire de hiérarchie entre celles-ci. Expérimentées dans certains territoires, celles-ci ont montré leur intérêt pour initier une réflexion collective plus inclusive autour de l'alimentation et de son lien avec l'agriculture.

Enfin, sur l'un des territoires partenaire de TERRALIM, des producteurs réunis en coopérative souhaitent ouvrir un commerce pour vendre une partie de leur production. Un partenariat a démarré avec l'office HLM : moyennant une sensibilisation des locataires à l'alimentation locale, avec 3 événements 3 fois par an dans le quartier, la coopérative s'est vu proposer un local à loyer modéré. Cet exemple débouche sur un dispositif qui à la fois croise différents mondes sociaux, mobilise des acteurs relais et prend place dans le quotidien des individus.

✓ Développer les échanges entre territoires

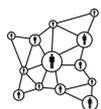
Les « bonnes pratiques » évoquées précédemment sont autant de leviers qui visent à favoriser la mise en place d'une gouvernance alimentaire à l'échelle territoriale. De la même manière, l'échange d'expériences entre territoires est un des moyens efficaces de faire avancer le processus. Confronter son projet à d'autres projets similaires, dans d'autres territoires, permet de repérer ses limites,

d'identifier de possibles solutions pour renforcer la coopération et favoriser une participation élargie. En allant voir ce qu'il se passe concrètement sur d'autres territoires que le sien, les diagnostics se font plus complets car le paysage des « possibles » s'élargit. Il devient plus facile d'identifier ce qui est « manquant » et ce qu'il reste à valoriser. Les difficultés sont affrontées avec moins d'appréhension lorsque d'autres les ont déjà surmontées et lorsqu'elles sont partagées, les étapes peuvent être anticipées et certains blocages peuvent être dépassés. Toutefois, comme nous l'avons constaté sur un territoire, face à un blocage avéré, il peut être plus pertinent de faire venir un porteur de projet extérieur qui montre comment il a réussi à susciter coopération et participation autour de son projet plutôt qu'un intervenant qui s'appesantit sur le blocage, même s'il montre comment il l'a levé. L'envie de faire pareil ou même mieux que cet autre territoire peut aider à dépasser ce qui bloque localement et ce, beaucoup plus simplement qu'un diagnostic approfondi de ce qui ne va pas.

En plus de soutenir les actions locales, le projet TERRALIM avait également vocation à offrir aux partenaires l'opportunité de partager leurs expériences, de s'inspirer mutuellement pour diffuser les « bonnes idées », de s'entraider pour mettre de côté les difficultés locales et s'encourager à aller de l'avant. En dialoguant régulièrement au cours de séminaires organisés tour à tour sur chaque territoire, les réflexions se sont progressivement enrichies et des pistes d'améliorations ont pu être proposées pour les diverses problématiques rencontrées. Ce guide en est un des témoins mais le travail reste évidemment à poursuivre.

Finalement, les entretiens menés sur les cinq territoires ont permis de repérer un ensemble d'actions et de projet inspirants pour à la fois renforcer les coopérations locales et élargir la participation autour du lien agriculture-alimentation. Dans l'optique de déployer une gouvernance alimentaire sur les territoires, les porteurs de projets peuvent donc penser leur territoire comme un ensemble de mondes sociaux auxquels ils sont plus ou moins connectés et repérer les initiatives, dispositifs, acteurs, et intermédiaires intra- et inter-mondes sociaux. Pour maintenir ces synergies, une dernière étape peut être engagée par des structures ayant pour ambition de coordonner les initiatives à l'échelle territoriale.

4 MAINTENIR UN RÉSEAU



La gouvernance alimentaire territoriale reste souvent pensée à travers la mise en place d'une organisation dédiée, portée par une collectivité territoriale et pouvant être animée par une autre structure. Ici, la proposition est de compléter ce dispositif par la mise en place d'un réseau souple et évolutif, valorisant les structures existantes jouant déjà un rôle d'intermédiaire au sein d'un monde social et surtout entre deux ou plusieurs mondes sociaux à l'échelle du territoire. Une animation tournante du réseau, confiée tour à tour à l'une de ces structures, viendrait favoriser la coordination des actions sans privilégier l'une des structures ni limiter sa capacité à assumer ses autres actions pendant une durée trop longue. Le réseau aurait pour mission de faire connaître et d'amplifier la mise en œuvre de bonnes pratiques favorisant une participation élargie aux idées, aux actions et aux décisions autour de l'alimentation locale, en revendiquant un droit à

l'expérimentation. En mutualisant les ressources et avec un coup de pouce de la part des institutions, un tel réseau peut former une réponse plus immédiate que des dispositifs institutionnels aux enjeux de coordination des initiatives dans les territoires mais aussi d'élargissement des publics impliqués dans la reconnexion entre agriculture et alimentation.

NOTES

¹ Les projets alimentaires territoriaux (PAT) ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Issus de la Loi d'avenir pour l'agriculture qui encourage leur développement depuis 2014, ils sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens, etc.).

² Le programme opérationnel interrégional Massif Central, coordonné par le Commissariat général à l'égalité des territoires, soutient l'objectif partagé de rester une montagne habitée, dynamique, capable d'attirer et maintenir des entreprises et des actifs. Dans ce cadre, des financements FEDER peuvent venir appuyer les actions et projets qui participent au développement économique, social et durable du Massif Central. Pour en savoir plus, voir <http://www.europe-en-occitanie.eu/pomac/#.XAaGYxNKg0Q>

³ Gouvernance alimentaire territoriale

⁴ En ce sens, tout en nous inscrivant dans la même perspective, nous proposons ici d'aller plus loin que Perrin et Soulard, pour lesquels la structuration d'une gouvernance alimentaire reliant agriculture et ville nécessite une articulation forte entre quatre sphères d'actions relevant des compétences publiques locales, des initiatives des acteurs privés et des associations, et des instances de débat ouvertes par les politiques de développement durable (Perrin, Soulard, 2014).

⁵ Un Réseau Mixte Technologique (RMT) est un dispositif d'animation financé par le Ministère de l'Agriculture, qui vise à fédérer recherche, développement, formation, à produire une expertise collective et à incuber de nouveaux projets de recherche-développement. Agréé en janvier 2015, le RMT Alimentation locale, porté par le Réseau Civam et co-animé par l'INRA, s'intéresse au développement des chaînes alimentaires courtes de proximité, dans la perspective d'une alimentation durable. Un de ses groupes de travail porte sur la gouvernance alimentaire territoriale (pour en savoir plus, voir <http://www.rmt-alimentationlocale.org>)

⁶ <http://courantdartbeaujolaisvert.fr/creations/>

⁷ <https://fermesville.com/>

⁸ Un hackathon désigne un événement au cours duquel plusieurs personnes se rassemblent pour créer, proposer, suggérer un maximum d'idées autour d'une thématique. Initialement réservés au développement de programmes informatiques, les hackathons se multiplient aujourd'hui dans tous les domaines.

⁹ Un world-café désigne une rencontre dans laquelle les participants débattent d'une thématique en petits groupes autour de tables. Régulièrement, les participants changent de table, un seul reste et est chargé de résumer le débat précédent aux nouveaux arrivants. Les débats s'enrichissent avec l'apport de chaque groupe. À la fin de ce temps, chaque responsable de table fait une synthèse des débats à l'ensemble des participants et les idées sont discutées collectivement.

¹⁰ <https://www.famillesaalimentationpositive.fr/>

¹¹ <http://www.sacsolidaire-annonay.org/>

¹² Tests à l'aveugle, où l'on peut ici faire goûter des produits locaux en demandant de deviner de quoi il s'agit.

RÉFÉRENCES

Billion C., 2016. La gouvernance alimentaire territoriale au prisme de l'analyse de trois démarches en France. Géocarrefour [En ligne], 91/4, mis en ligne le 18 septembre 2017.

Chiffolleau Y., Prévost B., 2012. Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Noréis*, 224, p. 7-20 [En ligne].

Degenne A., Forsé M., 1994. Les réseaux sociaux. Paris, Armand Colin.

Kneafsey M. (dir.), 2015. EIP-AGRI Focus Group Innovative Short Food Supply Chain management. Final report, Brussels, European Commission.

Perrin C., Soulard C., 2014, Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan. *Géocarrefour*, 89/1-2-3 | mis en ligne le 20 décembre 2017.

Terres en villes, APCA, CIVAM, Trame, CUMA, 2009, La gouvernance alimentaire des agglomérations françaises et la relocalisation des productions agricoles, 8 p. <http://www.terresenvilles.org>

RESSOURCES UTILES

IRG, Institut de Recherche et de débat sur la Gouvernance : <http://www.institut-gouvernance.org/?q=fr>

IUFN, International Urban Food Network, association en appui au développement des Projets Alimentaires Territoriaux: <http://www.iufn.org/>

Recensement des innovations sociales en France : <http://www.carrefourdesinnovations sociales.fr/>

Réseau Mixte Technologique Alimentation locale – chaînes alimentaires courtes de proximité pour une alimentation durable, groupe de travail Organisations collectives ; <http://www.rmt-alimentation-locale.org>

Réseau national d'Education à l'Environnement et au

Développement Durable (EEDD): http://reseauecoleetnature.org/system/files/paysage-des-reseaux-2016-web_1.pdf

RnPAT, Réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux : <http://rnpat.fr/>

SOURCE DES ICÔNES: "

Avatars: Creative Stall for NounProject

Loupe Étape 1: Antony for NounProject

Étoile de liens Étape 2: vectorstudio10 for NounProject

Leviers Étape 3: Luis Prado for NounProject

Réseau Étape 4: Gilbert Bages for NounProject

<https://thenounproject.com/>

DEVENIR ACTEUR DE LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE SUR SON TERRITOIRE

GUIDE PRATIQUE

RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME
TERRALIM

RÉSUMÉ

Élaboré à partir d'une étude des cinq territoires du projet TERRALIM (Ardèche, Loire, Lot, Rhône, Tarn), ce guide a pour ambition d'appuyer la mise en place d'une gouvernance alimentaire territoriale, entendue ici comme un processus d'organisation des coopérations et de la participation autour de la reterritorialisation de l'alimentation. Des entretiens semi-directifs menés auprès d'une cinquantaine d'acteurs locaux (agriculteurs, transformateurs, commerçants, élus, associations, centres sociaux, cuisiniers, restaurateurs, parents d'élèves, abattoirs, coopératives, responsables de tiers-lieu...), complétés par des visites de fermes, de commerces, de marchés et la participation à des initiatives citoyennes, débats, conférences ont permis d'identifier les actions déjà mises en œuvre et d'en dégager des leviers pour favoriser ce processus. La gouvernance alimentaire territoriale se joue ici dans la reconnaissance et la valorisation d'un réseau d'actions déjà existant, et dans la multiplication des dispositifs participatifs croisant différents mondes sociaux. Le lecteur trouvera dans ce guide des outils et des recommandations pour contribuer à la gouvernance alimentaire sur son territoire, à travers une démarche complémentaire à des approches privilégiant la représentation des catégories sociales ou des institutions. Aboutissant à un réseau souple et évolutif, cette démarche peut pré-figurer un Projet Alimentaire Territorial ou bien le compléter.

YUNA CHIFFOLEAU
GREGORI AKERMANN
JULIE BARON

NOVEMBRE 2018

